L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT, ET DU GOUVERNEMENT GENERAL.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $10 / 00 TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 } payable d'avance

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 13 SEPTEMBRE 1841.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

Les nouvelles du Congrès ne sont pas sans importance. Le bill de la Banque a été adopté par le Sénat à une majorité de six voix sans compter les votes donnés contre le bill par une dizaine de sénateurs locofocos représentant des Etats whigs. Les incertitudes sur le parti que prendra le Président à l'égard de ce bill vont recommencer.

En parlant du bill de distribution du produit des terres publiques le *National Intelligencer* du 4, dit : Il paraît, et nous sommes heureux d'annoncer cette nouvelle, que le bill de distribution a reçu la signature du Président. Si le fait n'a été officiellement annoncé c'est probablement parce que la Chambre n'est ajournée hier de trop bonne heure pour en recevoir la communication.

Le *Madisonien* se félicite de voir *l'Abeille* défendre le veto. Mais pourquoi ne se félicite-t-il pas aussi de l'approbation que ce document a obtenu de la part de *tous les journaux locofocos* ! Lorsque les journaux whigs, en masse, ont condamné le veto, que prouve l'opinion de quelques individus isolés sinon que sur ce point du moins, ils font cause commune avec les locofocos ?

Nous ne savons vraiment qu'elle mouche a piqué le journal nouveau. Il prétend que nous lui avons jeté le gant quand c'est lui qui nous l'a jeté, et il avance que notre réplique renferme des personnalités lorsqu'il n'y en a aucune, mais absolument aucune. N'est-ce pas fou, en effet, qui s'avise de faire l'attaque en critiquant un de nos articles de politique générale où il n'était nullement question de lui ? Et il nous accuse de lui avoir jeté le gant, nous qui n'avons fait que répondre à sa critique en prouvant qu'elle portait à faux ! C'est par trop fort en vérité. Quant aux *inconcevables personnalités* dont il parle, elles n'existent que dans son imagination, et nous le mettons au défi de les trouver ailleurs.

Ce qu'il y a de plus curieux c'est de voir un journal qui ne qualifie d'*audacieux* (terme excessivement poli) *l'envoyé* (terme encore plus poli) dans sa dignité pour le forcer à continuer la discussion, sous le spécieux prétexte qu'il ne le pourrait faire sans ouvrir la porte aux personnalités. Etrange, Monsieur l'Analyseur, étrange en tout logique, que ce soit vous qui vous fassiez un scrupule de vous défendre le veto. Mais pourquoi ne se félicite-t-il pas aussi de l'approbation que ce document a obtenu de la part de *tous les journaux locofocos* ! Lorsque les journaux whigs, en masse, ont condamné le veto, que prouve l'opinion de quelques individus isolés sinon que sur ce point du moins, ils font cause commune avec les locofocos ?

Nous ne savons vraiment qu'elle mouche a piqué le journal nouveau. Il prétend que nous lui avons jeté le gant quand c'est lui qui nous l'a jeté, et il avance que notre réplique renferme des personnalités lorsqu'il n'y en a aucune, mais absolument aucune. N'est-ce pas fou, en effet, qui s'avise de faire l'attaque en critiquant un de nos articles de politique générale où il n'était nullement question de lui ? Et il nous accuse de lui avoir jeté le gant, nous qui n'avons fait que répondre à sa critique en prouvant qu'elle portait à faux ! C'est par trop fort en vérité. Quant aux *inconcevables personnalités* dont il parle, elles n'existent que dans son imagination, et nous le mettons au défi de les trouver ailleurs.

Le gouverneur de New-York a offert $750 de récompense pour l'arrestation de l'assassin de Mary C. Rogers.

Il paraît d'après les journaux de New-York que M. Richard Alsop de Philadelphie a M. Griswold de New-York ont intenté une action en dommages intérêts contre le *N. Y. Journal of Commerce* pour leur avoir attribué des transactions frauduleuses comme agents de la Banque des Etats-Unis.—Ils réclament $100,000.

Quelques mauvais plaisants se sont amusés à ajouter les sanctions du comté de Utica où est décédé M. Lord. Lorsque le *New-York Herald* reçut des lettres mortuaires de ce genre, par le shériff de ce district les informant de la part des autorités supérieures qu'un corps d'environ trois cents Canadiens devait se rendre le 27 août dans la ville de Alstey, sur la côte nord du Mohawk pour s'emparer de M. Lord, le livrer et le conduire en Canada. A la réception de cette nouvelle le shériff convoqua de suite des préparatifs énergiques pour repousser les Canadiens dont on attend encore et dont on s'attendes certainement très incessamment l'arrivée, car tous ces avis étaient faux

Il y eu le 28 août un violent ouragan mêlé de grêle à Rochester, N. Y. et dans les environs où les récoltes de toute espèce ont beaucoup souffert.

Incendie à St. John, New Brunswick.—Cette malheureuse ville a encore été frappée d'une nouvelle calamité. Le 26 août une chaudière de goudron en ébullition dans les chantiers de construction ayant pris feu par accident, les flammes se sont rapidement communiquées à un bâtiment de 300 tonneaux qui se trouvait sur les chantiers et de là sur maisons du voisinage. Plus de cinquante maisons ont été détruites avant qu'on ait pu mettre le feu et des centaines d'individus se trouvent par suite sans asyle La perte est considérable, mais ce qu'il y a de plus déplorable, c'est qu'elle porte sur la classe qui peut le moins la supporter.

INTERIEUR.
CONGRES.

Washington, 1 septembre 1841.

Le sénat s'occupe de la discussion du bill de la banque. M. Rives n'est pas encore prêt à parler pour prendre part à la discussion, il voudrait obtenir plus de deux jours. Quelque désir qu'il ait de voir passer le bill il ne peut lui donner son appui dans l'état où il est.

On a très naturellement inféré de cette observation de M. Rives qu'il présenterait quelque amendement pour faire rentrer le bill dans ses vues.

M. Clay s'est déclaré en faveur du bill quoiqu'il eût mieux aimé une mesure plus complète. Mais il espère que ce bill, tel qu'il est, fera quelque bien. Il accepte cela faute de mieux.

M. Berrien rapporteur du comité de finances appuie le motif du bill. Il en propose d'abord la constitutionnalité et il attache ensuite à faire voir qu'étant rédigé d'après les opinions manifestées du président il devrait réunir toutes les opinions des amis de la réforme.

M. Benton et M. Walker proposent des amendemens qui sont rejetés.

2 septembre.

M. Archer soutient le bill dans un discours de plus de deux heures, discours remarquable par la force et la logique; ce qui lui attire une violente attaque de la part de M. Buchanan de la Pennsylvanie.

M. Buchanan n'a pas seulement attaqué M. Archer comme abandonnant sa doctrine de "droits des Etats", mais il a encore combattu le bill de toutes ses forces. Ce qui le rassure après tout, c'est que le Président frappera ce mauvais bill de son veto. A cela M. Archer fait remarquer que "probablement le Président voit mieux ce qui se passe à la Maison Blanche que lui-même. Et M. Buchanan répond "que maintenant il n'en est rien, mais qu'il espère que cela viendra avant peu."

M. Clay reprend avec beaucoup de chaleur. Parlant de troubles qui ont un moment compromis la tranquillité du Président, il suggère par manière de supposition ironique, que ces troubles pourraient bien avoir été occasionnés par l'irruption nocturne du parti tenu fane dans la Maison Blanche le soir du veto, et il trace rapidement mais de main de maître la physionomie probable de chacun des principaux personnages du parti. Quant à l'assertion de M. Buchanan que le Président repousserait le bill, il ne peut la considérer que comme une attaque contre le caractère du Président.

La discussion est continuée, mais sans résultat, par MM. Rives, Buchanan, Calhoun, Wright et Preston jusqu'à l'ajournement.

3 septembre.

M. Simmons soutient le bill et entre dans quelques détails pour prouver que c'est une mesure indispensable et d'urgence.

M. Berrien, rapporteur, résume la discussion après quelques remarques de M. Tappan et de M. Walker.

Le vote pour passer à une troisième lecture a donné 27 oui et 22 non : comme suit :

Oui—MM. Archer, Barrow, Bates, Berrien, Choate, Clay du Kentucky, Clayton, Dixon, Evans, Graham, Henderson, Huntington, Kerr, Mangum, Merrick, Miller, Morehead, Phelps, Porter, Prentiss, Preston, Simmons, Smith de l'Indiana, Southard, Tallmadge, White, Woodbridge—27.

Non—MM. Allen, Benton, Buchanan, Calhoun, Clay de l'Alabama, Cuthbert, Fulton, King, Linn, McRoberts, Mouton, Nicholson, Pierce, Rives, Sevier, Smith du Connecticut, Sturgeon, Tappan, Walker, Woodbury, Wright, Young—23

Après quelques discussions de forme le bill est adopté.

Le Sénat donne son adhésion à la résolution de la Chambre affranchissant toute la correspondance de la veuve du général Harrison.

Les discussions de la chambre n'offrent que peu d'intérêt parce qu'elle a disposé de tous les bills qui lui avaient été soumis.

On remarque cependant que M. Halsted, au nom du comité chargé d'examiner l'élection contestée du territoire du Florides, propose de déclarer que M. David Levy, élu délégué du territoire pour le 27me congrès n'a pas le droit de siéger n'étant pas citoyen des Etats Unis.

Nous ajoutons à ces détails que nous fournissent les journaux de Washington la lettre suivante qui nous est écrite par un membre du congrès.

Washington, 5 septembre 1841.

"En l'absence de votre correspondant j'aime je vous vous annoncer deux faits qui ne peuvent manquer d'intéresser le peuple de la Louisiane.

Aujourd'hui le sénat a confirmé la nomination de M. Théodore McCalèb, comme juge de district des Etats Unis pour l'Etat de la Louisiane.

Le bill incorporant une loi que des Etats Unis a été adopté par le sénat et n'attend plus maintenant que la signature du président pour devenir loi des Etat-Unis. Maintenant il est difficile de prévoir si le président signera ce bill ou s'il le repoussera. Je crois pour mon compte qu'il le frappera de son veto, mais ce n'est après tout qu'une opinion individuelle.

On croit généralement ici que le président fera encore une fois usage du veto et qu'il prononcera une dissolution du cabinet.

EXTERIEUR.
EUROPE.
ARRIVEE DU BRITANNIA.

Le Britannia, parti de Liverpool le 19 août dans l'après-midi, est arrivé à Boston avec sa ponctualité ordinaire le 2 septembre, à quatre heures du matin, après une traversée de treize jours. On ne saurait trop donner trop d'éloges à l'admirable organisation de ce service qui est, malgré tous les obstacles, aussi, sûr que celui des malles les plus régulières.

Les nouvelles apportées par le *Britannia*, n'ont pas un caractère bien décisif. La première moitié d'août en Europe a été assez calme, excepté pourtant en France. La fermentation causée par les mesures finales de M. Human n'a fait que se propager de ville en ville, et elles sont de nature à causer de graves inquiétudes. Nous avons été contraints de nous en tenir pour les faits aux feuilles du Nord, aux journaux de Londres et de Liverpool ne nous étant pas encore parvenus. Nous espérons les avoir demain, et nous compléterons le mieux possible nos renseignements.

ANGLETERRE.

PARLEMENT.—Le Parlement a dû se rassembler le 19 août. Les deux partis ont pris leurs précautions pour le moment où ils vont se trouver en présence. Lord John Russel a adressé aux membres de la Chambre des Communes qui se rallient au ministère whig, une circulaire dans laquelle il les engage fortement à se trouver à l'ouverture de la session. L'élection de l'orateur et les affaires importantes qui seront immédiatement soumises à la Chambre, leur font une loi de l'exactitude. On dirait en vérité que Lord John Russel ne songe pas à quitter le ministère. De son côté Sir Robert Peel agit presque comme s'il était déjà au pouvoir : dans l'adresse non communiquée à M. C. Shaw-Lefevre son intention d'appuyer la ré-élection de l'honorable représentant comme orateur de la Chambre des Communes. Cet hommage rendu par le chef des tories à M. C. Shaw-Lefevre inspire au journal whig l'*Examiner* de Londres quelques ironiques remarques.

"Après la résolution qu'a manifestée Robert Peel de reélire M. C. Shaw-Lefevre, nous nous trouvons vraiment fort embarrassés quant aux autres nominations. Qui peut être ce que fera désormais le chef de file de la phalange tories ? Stylera-t-on les torys désormais membres qui suivent son drapeau il n'a pu trouver un homme capable d'être orateur, s'il lui a fallu emprunter au parti libéral l'homme auquel seront dévolues ces importantes fonctions, s'il s'inquiète de la capacité plus encore que de l'opinions, où s'arrêtera-t-il ? Il n'est pas impossible en vérité que Sir Robert Peel, après avoir sérieusement examiné et pesé le mérite des hommes, trouve maintenant que Lord Melbourne remplira mieux que lui-même le poste de premier Lord de la trésorerie et que Lord John Russel vaut mieux que tout autre pour le département des colonies. Après tout, pourquoi ne s'approprierait-il pas l'administration whig tout entière ?"

On ne savait pas encore le 18 août quelle décision avait été prise par la reine pour l'ouverture du parlement. L'*Observer* de Londres prétendait que sa majesté avait l'intention de se rendre au parlement en personne le 24 et d'y prononcer le discours de la couronne. Dans ce cas, les premiers jours de la session devaient être consacrés à l'élection de l'orateur, à la vérification des pouvoirs des membres élus et à la réception du serment. Le *Globe* au contraire assurait que la moindre émotion, la moindre fatigue pouvant être dangereuse dans la situation délicate où se trouve la reine, le médecin de sa majesté avait interposé son veto, et que la session était ouverte par commission. Bien que cette note du *Globe* eut presque un caractère officiel, le *Standard* croyait encore que la reine paraîtrait en personne : il rappelait que l'an dernier sa majesté se trouvait également enceinte lorsqu'elle vint elle-même proroger le parlement. Cette question préoccupe la presse, comme si elle était de la plus haute importance.

AFFAIRE MCLEOD.—La discussion engagée à propos de McLeod continue toujours, et elle prend dans certains journaux une tournure hostile. Le *Times* de Londres, après avoir hautement déclaré dans un long article que la Grande Bretagne ne saurait en aucune façon, reconnaître les principes qui ont dicté la détention de la Cour Suprême de New-York et s'être demandé si une différence aussi tranchée entre les deux gouvernements ne devrait pas entraîner après elle une rupture immédiate des négociations, continue en ces termes :

"Etait-il convenable à la dignité du pays que le gouvernement attendit l'issue, qui peut être sera fatale, de toute cette procédure contre laquelle nous avons protesté tout d'abord ? Etait-il compatible avec la sureté de M. McLeod et avec l'honneur de la couronne dont il est sujet, de réserver une plus énergique remontrance ou même le moment où elles ne lui seront plus d'aucune utilité ? Il faut dire franchement que les démarches que fera en sa faveur le gouvernement, de quelque nature qu'elles soient, ne peuvent pas augmenter les dangers de sa situation. Si au contraire, ce qu'on est malheureusement que trop probable, il n'a pas plus de chance d'être acquitté, que d'être gracié après jugement, nous ne saurions trop tôt prendre nos précautions pour être en mesure d'intervenir par le seul moyen qui soit désormais en notre pouvoir."

Des bruits d'une nature fort grave qui couraient à Londres lors de l'apparition de cet article, tendraient, s'ils se confirmaient, à faire naître des sérieuses inquiétudes sur les intentions de l'Angleterre. D'après le *Morning Herald* de Londres, "cinq vaisseaux de guerre ont reçu l'ordre de se rendre immédiatement sur les côtes des Etats-Unis et doivent y être rejoints sous peu par dix autres vaisseaux de la marine royale. Cette escadre aurait pour mission selon le journal que nous citons, de recevoir de M. Fox dans le cas où le gouvernement de l'Union ne ferait pas droit à la demande d'élargissement que ce ministre est chargé de lui adresser en faveur de McLeod, et d'adopter ensuite toutes les mesures hostiles qui seraient nécessaires pour venger l'honneur de la Couronne Britannique si outrageusement méconnu par les Américains." L'*Atlas* donne la même nouvelle en quatre lignes et d'une façon plus menaçante encore : "Une nombreuse flotte anglaise, dit-il, accompagnée d'un nombre prodigieux de steamers armés, se rassemble sur les rivages de l'Amérique du Nord, ce que cela présage ne saurait être douteux." L'exagération même qui règne dans ce paragraphe, prouve son peu d'authenticité, et nous sommes tentés de croire que ces bruits ne sont qu'un jeu de l'imagination des journalistes anglais. Le *Globe*, journal ministériel déclare du reste quelques grands armements ne lui paraissent pas probables et indique en même temps ce qui peut avoir donné lieu à les inventer : "Nous avons, dit-il, de fortes raisons de croire que ces nouvelles sont fausses et que le gouvernement ne songe pas même en ce moment à augmenter la station maritime de l'Amérique du Nord. Sir C. Adam doit, il est vrai, s'y rendre avec deux bâtiments, un vaisseau de ligne et la frégate Pique; mais ils sont destinés à en remplacer deux autres de la même force qui doivent revenir en Angleterre." Cette assurance d'une feuille, ministérielle manière à avoir de bonnes informations, emprunte beaucoup de valeur à l'attitude parfaitement modérée que garde en ce moment M. Fox à Washington.

NOUVELLES GYNERALES.—Le Caledonia, parti de Boston le 1er août, est arrivé à Liverpool le 14 à cinq heures du soir, après une traversée de 13 jour et 17 heures.

—Le *British Queen* a été vendu, comme nous l'avons annoncé déjà, au gouvernement belge. Il aura ce rendre vers la fin d'août à Anvers, sous la direction de M. Keane, qui commandait le *Président* à son second voyage transatlantique. On ne sait pas encore ce que le gouvernement belge veut faire du *British Queen*, on suppose cependant que la destination de ce steamer ne sera pas changée et qu'il va faire les traversées entre la Belgique et les Etats-Unis.

—Le cœur et le beau-frère du Président des Etats-Unis, de la *Times* de Londres, viennent d'embrasser la religion catholique, apostolique et romaine.

On a reçu à Londres des nouvelles de l'escadre d'exploration des mers du Sud. Les bâtiments de sa majesté, *Erebus* et *Terror*, sont rentrés à Hobart-Town après une heureuse expédition. Les savans capitaines, Ross et Crozier, ont pénétré vers le Sud plus loin que ne l'avait encore fait aucun marin avant eux. Ils ont constaté la véritable position du pôle magnétique et relevé de nombreuses erreurs commises par ceux qui les ont précédés dans ces parages.

—On se rappelle que les négociants qui composent l'association des Indes Orientales et de la Chine, ont envoyé, il y a quelque temps, une adresse à Mehemet Ali. Le Pacha s'est empressé d'y répondre de la manière la plus flatteuse. Il a engagé à continuer ses efforts en faveur de la civilisation de l'Orient. Il a même promis d'accorder la plus grande protection aux négociants anglais et de faire disparaître les entraves dont ils sont encore couverts s'étant trouvé sur la frontière de la Perse. Il a déjà quelques uns des membres de la nouvelle municipalité ont donné leur démission.

—Le recensement ou plutôt l'enrégistrement des citoyens pour l'établissement régulier des taxes, soulève des résistances fort sérieuses encore qu'à Toulouse : cette opération est plus impopulaire et cependant le ministre des finances la fait poursuivre avec une persistance très grande. Il faut pour réussir que les autorités locales emploient la plus grande énergie; et encore cette énergie échoue t elle quelquefois. Plus d'une municipalité privée et prend parti pour la population : celles de St. Quentin, Dijon, St. Quentin sont de ce nombre. Dans les grandes villes, comme Orléans, Paris, Strasbourg, Aix, Marseille, les habitans n'attendent pas les protestations de leurs magistrats, ils opposent la force d'inertie et au besoin la force active pour empêcher les opérations du recensement. A Toure et a Nevers, ils se sont contentés de fermer leurs portes.

—Le bruit avait couru qu'un soulèvement dont l'effort se porterait sur les fortifications, aurait lieu à Paris pendant les trois jours; mais aucun trouble n'a eu lieu et l'on prétend que cela est dû à la néanmoins ligence qui règne entre les chefs des différens partis; nous sommes plutôt tentés de l'attribuer à la sagesse de la masse de la population parisienne.

—Un député du Mans, M. Lebrun a été arrêté et sera mis en jugement sous prévention d'attaque à la personne du roi. Cette attaque, suivant le National, se trouve contenue dans un discours adressé par ce député à ses constituans. "La presse, a-t-il dit, n'est-elle pas été poursuivie partout à l'occasion de ces lettres dont on n'a plus de moyen à rechercher l'auteur?"

—Le *Siècle* qui tourne volontiers au pessimisme en ce moment, annonce que la récolte sera perdue. L'*Echo des Halles*, sans dissimuler les craintes que l'on a conçues, prétend que, grâce à la saison, l'on pourra compter sur une récolte moyenne.

On lit dans le "*Mémorial Bordelais*" du 14 — Des troubles ont éclaté à Bordeaux dans la nuit du 12 courant; quelques personnes chez qui ces troubles ont pris leur origine au théâtre, d'autres affirment que peu de jours auparavant certain nombre d'individus s'étaient réunis au sujet du vote du conseil municipal relativement au recensement. Nous regrettons de dire qu'un assez grand nombre de personnes se sont jointes à ces individus et que la tranquillité de notre ville a été sérieusement menacée. Des groupes nombreux se formaient sur différens points en proférant de grands cris devant les maisons des conseillers municipaux, leurs portes furent enfoncées et des pierres furent lancées contre leurs fenêtres. Ces perturbateurs ne se sont retirés qu'en présence de la force armée. Ces bruits se sont renouvelés hier soir et le nombre des perturbateurs était plus grand que celui de la veille. Les voitures ont été brisées, les portes enfoncées et des menaces de mort se sont fait entendre contre les membres du conseil municipal.

La Cour royale d'Angers a été aussi le théâtre d'un semblable désordre.

La même journal dit que ces troubles ont eu lieu au théâtre dans la soirée du 12 à propos du début d'un jeune artiste. "Après avoir patiemment écouté les deux premiers actes de Lucie de Lammermoor, le public, dit le "Mémorial Bordelais" se leva en masse et protestant contre les capacités du jeune débutant. Nous ne savons pas ce qu'a pu dire le régisseur du théâtre en s'avançant à la rampe au commencement du 3e acte, le bruit étant si fort que nous n'avons rien pu entendre. Un commissaire de police vint intimer l'ordre d'évacuer le théâtre. Nous pensons que le public a le droit de manifester sa désapprobation, et nous n'avons pas été surpris d'entendre dire que les abonnés allaient attaquer le commissaire à cause de la conduite qu'il avait tenue en cette circonstance." L'Indicateur de Bordeaux a fait de dire que les bruits qui ont eu lieu dans la rue ne sont que la suite de ceux qui avaient eu lieu au théâtre, et que cette affaire n'était pas d'une importance qu'il y eut aucune nécessité à faire intervenir la force armée; ce journal toutefois admet que plusieurs jeunes gens en quittant le théâtre allèrent donner un *charivari* à quelques-uns des membres du conseil municipal qui avaient voté en faveur du recensement; qu'ils chantèrent la Marseillaise, mais il ne dit rien des pierres enfoncées et des fenêtres effondrées dont parle le Mémorial Bordelais.

Une dépêche télégraphique reçue à Paris, annonce que tout était tranquille à Bordeaux le 15, en conséquence des mesures énergiques prises par les autorités.

A Libourne, le directeur des impositions, assisté d'un commissaire de police de Bordeaux, et escorté par un détachement de hussards, a recommencé ses opérations, mais de cent onze maisons dont se composait le quartier par où il a débuté dernièrement seulement huit ont été ouvertes. Aucun désordre n'a eu lieu, mais on craignait que le reste des habitans, ne suivit l'exemple donné et ne s'opposât à l'exécution régulière du recensement.

Le *Moniteur* annonce que des troubles sérieux ont éclaté à Villeneuve d'Agen. La malle a été arrêtée en voiture, le sous préfet n'ayant qu'un très petit nombre de gendarmes à sa disposition a été obligé de se réfugier à la prison centrale, on a fait des barricades sur le pont et les communications d'un bord à l'autre de la rivière ont été pour un moment interceptées.

Une dépêche télégraphique reçue à Paris annonce que les habitans ont envoyé une députation au préfet pour implorer sa clémence après avoir réussi à faire disparaître les barricades et rétabli les communications.

—La Suite française sous le commandement de l'amiral Hugon, est retournée à Toulon le 14.

—*Jugement et condamnation de Sinc. Lafarge*—La presse française n'est beaucoup occupée du jugement de Mme Lafarge à la Cour d'Assise de Tulle, pour le vol des diamants de madame Leotaud. La cour a déclaré coupable de ce vol Marie Capelle, veuve Lafarge, et l'a condamné à un emprisonnement perpétuel; cette sentence ne pour néanmoins être aussi effet, puisque Mme. Lafarge a déjà été condamnée à une peine semblable pour l'empoisonnement de son mari, mais elle a été condamnée en outre à la restitution des diamants et au paiement des frais du procès, frais dont la famille Leotaud a été rendue responsable auprès du gouvernement on se portant partie civile.

ORIENT.

La situation de l'Orient ne s'améliore par. Les négociations entamées par la Porte avec les princes du Liban prennent une tournure très défavorable : les montagnards sont partout opposés au rétablissement de la domination turque. Le désir formel de la popula-

tion chrétienne de la Syrie est de rester indépendante dont Jérusalem est la capitale. On ne pourra contraindre à cette suprématie que par la force des armes; et pour les réduire à l'obéissance il ne faudrait pas moins qu'une armée de 50,000 hommes. Une insurrection générale éclaterait dans tout le pays si on représentait aux Druses et aux Maronites comme chrétiens dans leurs montagnes.

CONSTANTINOPLE—27 juillet—La santé du Sultan est devenue beaucoup meilleure, et cependant elle a éprouvé une activité des affaires de l'Empire. Le grand vizir Reschid-Chewkiet, arrivé tout récemment de Candie est reparti pour cette île avec des instructions pour le capitan pacha. On croit généralement que cette île lui subsidiera d'armer en toute hâte pour les besoins de la guerre et de leur accorder certains privilèges qui leur seront accordés plus tard. Il est question d'envoyer des troupes et des munitions de guerre à Alexandrie, mais on ne sait encore si ce sera par terre ou par mer. Le vice-roi d'Egypte a annoncé à la Porte son intention de se rendre à Constantinople dans le courant de cette année. Les projets relatifs à la Syrie ne paraissent pas encore définitivement arrêtés, mais on pense généralement que la Porte fera quelque chose d'important.

ESPAGNE

—La proclamation de Marie Christine a produit très peu de sensation à Madrid, Zaragoza et Barcelone. Il ne paraît pas qu'il y ait eu le moindre mouvement en faveur de la reine-mère. Le calme le plus parfait règne dans la capitale et dans les provinces.

—Le général Francisco Narvaez, duc de Valence, vient d'être nommé président du conseil des ministres à Madrid, en remplacement du général Pita. Il est probable que le duc de Valence ne gardera pas longtemps le portefeuille de la guerre, qui sera probablement donné à un des généraux qui ont fait la guerre contre les rebelles de Catalogne.

—Les agents de Christine et Espartero continuent à négocier avec les chefs carlistes Basques et Catalans. Ces négociations ont pour but de faire reconnaître la reine Isabelle par les insurgés, moyennant une amnistie générale et l'abandon de la cause de Don Carlos. Le bruit court que Cabrera, qui commande en chef les carlistes en Catalogne, a déjà accepté ces propositions, et que Don Carlos, qui se trouve en ce moment à Bourges, va se rendre à Bruxelles.

—Espartero a fait un très grand nombre de nominations importantes. Il a remplacé dans leurs commandements tous les généraux qui avaient pris part à la révolte de Barcelone. Le parlement a été dissous le 1er août, et il est à présumer que la décision qu'il prendra à l'égard de la loi sur les municipalités ne sera pas favorable à celle qui a été votée par les cortès. Les députés qui ont voté contre cette loi sont tous réélus, tandis que ceux qui l'ont votée ont été presque tous battus. Les progressistes sont d'ailleurs très divisés entre eux. Les modérés sont d'ailleurs très divisés entre eux.

Au reste la tranquillité paraît être rétablie dans toute l'Espagne, et il paraît que la révolte qui vient d'éclater n'a pas eu de résultats sérieux.

MARCHE DE NEW-YORK

3 septembre.

Le mouvement des affaires a été assez grand aujourd'hui, et il y a eu un assez grand nombre de ventes, tant pour l'importation que pour la consommation. Les ventes de la journée s'élèvent à 1,800 balles de coton, tout à fait dans les limites ordinaires. Le prix du coton est resté à peu près le même que celui de vendredi dernier. Les ventes de farine ont été assez considérables, et les prix ont été soutenus. Les ventes de blé ont été peu importantes, et les prix ont été en faveur des vendeurs. Les ventes de maïs ont été assez considérables, et les prix ont été soutenus. Les ventes de seigle ont été peu importantes, et les prix ont été en faveur des vendeurs. Les ventes de pois ont été peu importantes, et les prix ont été en faveur des vendeurs. Les ventes de haricots ont été peu importantes, et les prix ont été en faveur des vendeurs. Les ventes de pommes de terre ont été peu importantes, et les prix ont été en faveur des vendeurs. Les ventes de navets ont été peu importantes, et les prix ont été en faveur des vendeurs. Les ventes de choux ont été peu importantes, et les prix ont été en faveur des vendeurs. Les ventes de carottes ont été peu importantes, et les prix ont été en faveur des vendeurs. Les ventes de betteraves ont été peu importantes, et les prix ont été en faveur des vendeurs. Les ventes de salades ont été peu importantes, et les prix ont été en faveur des vendeurs. Les ventes de fruits ont été peu importantes, et les prix ont été en faveur des vendeurs. Les ventes de légumes ont été peu importantes, et les prix ont été en faveur des vendeurs.

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

ENTRÉES

Navire Lewis Cass, Corkling, New York — Diverses.
Goelette Maison, courtrai, Port-au-Prince — Divers.

ARRIVÉS

Balcon de remorque Pontchartrain, Pavie, arrivé hier soir sur le Wm. Tell, en tapion le Walter Wark, et Alexandre Bonnet le port barque Elan Thurston, et le brick de remorque Lion, de garde à la balise du Chandeleur, ramène l'Arkansas, la Queen Victoria et le Henry Aud.

Navire Marie à Boisnin, 23 jours de New York — Divers.
Barque Lizzie Thurston, en 45 jours, de New York — Divers.
Barque B. Marsh, Kitridge, 25 jours de New York — Divers.
Navire Le Hardy Au 61 jours, de Bordeaux — Divers.
Lettre au Detour, navire Queen Victoria, de Bordeaux — Divers.
Schooner Ferris n. Hart, Bayou Sarah — Divers.
Norma, Henderson, Vicksburg — Divers.

MEMORANDA

Liverpool, le 7 août—arrivé Alabama, Cuba, Mississippi, Orleans, en charge pour la Nlle Orléans; Ohio, Caldwell, pour Mobile; Ann Campbell et John Taylor, le 8 Wilson, pour Mobile; Mississippi, pour la Nlle Orléans;